

# Analyse de l'application des instruments juridiques et mécanismes de protection des droits de l'homme dans un contexte de défis contemporains

ZOURE ABOU

*Le département de Droit Public à l'université de Lisala (UNILIS), République Démocratique du Congo*

## RESUME

*Cette recherche étudie des instruments juridiques et mécanismes de protection des droits de l'homme dans un contexte de défis contemporains, avec un accent particulier sur les Conventions de Genève et les protocoles additionnels. Les Conventions de Genève, signées en 1949, constituent un pilier fondamental du droit international humanitaire (DIH), visant à protéger ceux qui ne participent pas aux hostilités, tels que les civils, les blessés et les prisonniers de guerre. L'étude explore les principes et les mécanismes instaurés par ces conventions pour encadrer les comportements des belligérants et assurer le respect des droits humains en temps de guerre.*

*Bien que les Conventions de Genève apportent un cadre juridique solide pour la protection des droits humains en temps de guerre, leur application en pratique peut être entravée par divers facteurs, tels que le manque de volonté politique, l'absence de mécanismes de contrôle efficaces et les défis posés par les conflits asymétriques. De plus, les protocoles additionnels, qui étendent la portée des protections aux victimes de conflits armés non internationaux, ne sont pas toujours ratifiés ou respectés par tous les États.*

*L'étude souligne que la protection des personnes dans les conflits armés nécessite non seulement l'existence de règles juridiques robustes, mais également des efforts soutenus pour promouvoir leur respect et leur application. Les recommandations incluent le renforcement des mécanismes de surveillance, la formation des acteurs militaires aux normes du DIH, et une meilleure sensibilisation aux enjeux humanitaires dans le cadre des conflits contemporains.*

**Mots-clés :** Conflits armés, Conventions de Genève, protocoles additionnels, protection des personnes, droits humains.

**Soumis le :** 07 mai, 2025

**Publié le :** 20 mai, 2025

**Auteur correspondant :** ZOURE ABOU

**Adresse électronique :** [abou.zour@yahoo.fr](mailto:abou.zour@yahoo.fr)

**Ce travail est disponible sous la licence**

**Creative Commons Attribution 4.0 International.**



## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Contexte

Le droit international des droits de l'homme constitue un domaine fondamental pour assurer la protection des individus contre les violations des droits fondamentaux dans un contexte mondial. Il repose sur une série d'instruments juridiques qui visent à garantir la dignité humaine, l'égalité, la liberté et la justice. Ces instruments comprennent des conventions telles que la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques, et les pactes économiques, sociaux et culturels, entre autres. Ils établissent des principes universels auxquels les États doivent adhérer, bien que leur mise en œuvre et leur efficacité puissent varier considérablement d'un pays à un autre (Cassese, 2005 ; Donnelly, 2013).

Les mécanismes internationaux, tels que les comités des Nations Unies ou la Cour européenne des droits de l'homme, jouent un rôle crucial dans le suivi et l'application des droits mondiaux de l'homme. Cependant, malgré ces instruments et mécanismes, des défis persistants, notamment en raison de l'inefficacité de certains dispositifs de protection et des résistances politiques dans certains pays. Les violations des droits de l'homme, telles que la répression de la liberté d'expression, les discriminations systémiques, ou les violences politiques, continuent de constituer des obstacles majeurs à la pleine réalisation des droits humains dans de

nombreuses régions du monde (Henkin, 2009 ; Buergenthal, 2011). Les défis contemporains liés à la mondialisation, aux conflits armés, à l'émergence de nouvelles technologies et à la montée des populismes s'attaquent de plus en plus à la protection des droits humains. Les technologies numériques, par exemple, soulèvent de nouvelles questions concernant la surveillance de masse et la protection de la vie privée, des questions qui ne sont pas encore suffisamment abordées dans les instruments traditionnels. Il est donc crucial d'examiner ces principes dans ce contexte actuel et de réfléchir aux moyens d'améliorer l'efficacité du droit international des droits de l'homme face à ces défis modernes (Keller et al., 2015).

## 1.2 Problématique

Les principes fondamentaux du droit international des droits de l'homme sont universels en théorie, mais leur mise en œuvre reste problématique dans de nombreux contextes. Les mécanismes de protection existent, mais leur efficacité dépend largement de la volonté politique des États. De nombreux pays, bien qu'ayant ratifié les conventions internationales, ne respectent pas les engagements pris en matière de droits humains. Cette incohérence dans la mise en œuvre des normes internationales des droits de l'homme soulève la question de la véritable portée des instruments juridiques et des moyens nécessaires pour faire face aux défis liés aux violations persistantes des droits fondamentaux (Pahuja, 2011).

Par ailleurs, les défis contemporains, tels que les guerres, les crises humanitaires, ou les nouvelles formes de répression via les technologies de l'information, compliquent davantage l'application du droit international des droits de l'homme. La mondialisation, bien qu'elle ait facilité la diffusion des idées et des normes, a également intensifié les inégalités et permis des violations à grande échelle. Le droit international doit alors être réévalué et renforcé pour répondre à ces défis émergents. Les mécanismes actuels sont souvent incapables de protéger efficacement les individus dans des contextes de crises graves ou d'autoritarisme croissant, ce qui nécessite une réflexion sur l'adaptation de ces instruments (Mayerfeld, 2016 ; Risse, 2018). Enfin, les nouveaux défis mondiaux, notamment ceux liés à l'éthique numérique, à la migration forcée et au changement climatique, rendent la tâche de protéger les droits humains encore plus complexe. Ces défis exigent une révision des principes et des stratégies de protection existants, pour qu'ils soient adaptés aux réalités actuelles. Les États et les organisations internationales doivent être mieux équipés pour défendre les droits des individus dans des contextes de plus en plus interdépendants et technologiques, tout en assurant une justice sociale et économique (Fitzpatrick, 2019).

## 1.3 Question de recherche

Comment les instruments et mécanismes du droit international des droits de l'homme peuvent-ils être renforcés et adaptés pour mieux répondre aux défis contemporains ?

## 1.4 Questions spécifiques de recherche

- Les instruments juridiques de protection des droits humains sont-ils efficaces ?
- Quels sont les principaux obstacles à la mise en œuvre des instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme dans différents contextes nationaux ?
- Comment les mécanismes de protection existants peuvent-ils être améliorés pour mieux répondre aux violations des droits de l'homme dans le contexte de la mondialisation et des nouvelles technologies ?

## 1.5 Objectif général

L'objectif général de cette étude est d'évaluer l'efficacité des Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels dans la régulation des conflits armés et la protection des personnes, tout en identifiant les défis liés à leur application dans les contextes de conflits contemporains.

## 1.6 Objectifs spécifiques

- Évaluer l'efficacité des instruments juridiques existants dans la protection des droits humains.
- Présenter les défis liés à la mise en œuvre de ces instruments dans des contextes politiques et sociaux différents.
- Proposer des recommandations pour l'adaptation et le renforcement des mécanismes de protection des droits humains à l'ère de la mondialisation et des nouvelles technologies.

## 1.7 Hypothèse générale

L'hypothèse générale de cette étude est que bien que le droit international des droits de l'homme soit théoriquement complet et universel, son efficacité réelle est compromise par l'absence de mécanismes de mise en œuvre solide et par les défis contemporains, tels que la montée des autoritarismes et l'impact des nouvelles technologies.

## 1.8 Hypothèses spécifiques

- La mise en œuvre des instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme varierait considérablement d'un pays à un autre en raison de facteurs politiques, économiques et sociaux.
- Les mécanismes de protection existants, bien qu'efficaces dans certains cas, ne sont pas suffisamment adaptés pour répondre aux défis modernes, tels que ceux liés à la surveillance numérique ou à l'extrême vulnérabilité des populations déplacées par les conflits.

- La coopération internationale et les réformes institutionnelles des organisations internationales seraient nécessaires pour renforcer l'efficacité des instruments de protection des droits de l'homme face aux défis contemporains.

## 2. METHODOLOGIE

Pour mener à bien cette étude, une approche qualitative sera adoptée, basée sur l'analyse documentaire et juridique. La méthodologie se déroulera en plusieurs étapes :

### 2.1 Approche de la recherche

L'étude repose sur une analyse qualitative qui permet d'explorer les textes légaux, les commentaires juridiques, et les études de cas sur l'application des instruments juridiques de protection. Cette approche mettra l'accent sur la mise en œuvre des textes dans différents contextes.

### 2.2 Collecte des données

La collecte de données portera essentiellement sur les sources secondaires. Il s'agira entre autres :

- **Des documents juridiques** comprenant les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- **Des commentaires officiels**, notamment les publications du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ;
- **Des rapports** d'organisations internationales spécialisées dans les droits de l'Homme et le droit humanitaire ;
- **Des études académiques** constitués d'articles scientifiques et des études et ouvrages juridiques.

### 2.3 Analyse des données

Les différentes données feront l'objet d'examen par le biais d'une analyse juridique. Pour ce faire, il sera procédé aux travaux suivants :

- **Un examen des normes** à travers l'identification et la synthèse des principaux instruments et mécanismes de protection ;
- **Une analyse des études de cas** en se référant à des exemples concrets de non-respect des règles de protection dans les conflits récents, pour identifier les forces et les faiblesses du cadre juridique ;
- **Une évaluation des défis** en passant par l'exploration des obstacles à l'application des Conventions dans le contexte défis contemporains.

### 2.4 Limites de l'étude

Les limites de l'étude se résument essentiellement à une absence de collecte de données primaires ou d'entretiens, une difficulté à obtenir des données récentes dans des zones de conflit en cours et enfin, une analyse limitée à une sélection de cas représentatifs de conflits en cours.

### 2.5 Délimitation de l'étude

L'étude se concentrera sur l'analyse des mécanismes de protection des droits de l'homme à l'échelle nationale et internationale, notamment à travers les Nations Unies et les juridictions régionales comme la Cour européenne des droits de l'homme. En outre, elle se concentrera principalement sur les conflits armés récents, notamment, israélien, ukrainien, yéménite, au Burkina Faso et en Irlande, en prenant pour référence les aspects théoriques universels des droits de l'homme. Cette méthodologie permettra de cerner et d'apprécier le rôle et l'efficacité des règles de protection des droits de l'homme.

## 3. RESULTATS

La revue de la littérature explore plusieurs aspects fondamentaux, notamment les instruments juridiques, les mécanismes de protection, ainsi que les défis contemporains. Ce domaine juridique a émergé au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, suivie de l'élaboration de nombreux traités et conventions visant à promouvoir et à protéger les droits humains à l'échelle mondiale. Ces instruments présentent des normes universelles pour la protection des individus, mais leur efficacité a été largement débattue (Cassese, 2005 ; Henkin, 2009).

Les résultats de l'étude révèlent plusieurs aspects clés concernant la mise en œuvre et les défis associés aux principes fondamentaux du droit international relatif aux droits de l'homme.

### 3.1 Application inégale des instruments juridiques

Les instruments juridiques internationaux sont les pierres angulaires du droit international des droits de l'homme. La Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) reste le texte fondamental, bien que non contraignant. Toutefois, des pactes tels que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) ont été conçus pour garantir des droits spécifiques et créer des obligations légales pour les États signataires. Selon

Donnelly (2013), bien que ces instruments aient marqué une avancée significative dans la reconnaissance des droits humains, leur mise en œuvre demeure inégale, en raison des différences politiques, économiques et sociales entre les pays. Des systèmes régionaux comme la Cour européenne des droits de l'homme ou la Cour interaméricaine des droits de l'homme sont également des mécanismes essentiels pour la protection des droits, mais leurs capacités sont limitées par la volonté des États à se soumettre à leur juridiction. (Pahuja, 2011).

Une des premières conclusions de cette étude est que, bien que les instruments juridiques internationaux, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention européenne des droits de l'homme, et les Pactes de l'ONU, existent, leur mise en œuvre reste inégale à travers le monde. Dans certains pays, les gouvernements respectent et appliquent ces instruments de manière rigoureuse, tandis que dans d'autres, il existe des résistances politiques ou un manque de volonté de les mettre en pratique. En conséquence, certains droits de l'homme restent largement inaccessibles aux populations entières, ce qui compromet l'efficacité des instruments de protection.

### **3.2 Limitations des mécanismes de protection**

Les mécanismes de protection des droits de l'homme au niveau international sont divers et comprennent des institutions comme les Nations Unies, avec son Conseil des droits de l'homme et des comités spécialisés. Ces organes de surveillance, notamment les comités de l'ONU sur les droits de l'homme et des enfants, sont chargés d'examiner les rapports des États parties sur leur conformité avec les conventions internationales (Keller et al., 2017). Ces mécanismes sont supposés garantir la mise en œuvre des droits humains en examinant les violations signalées et en influençant les politiques des États. Toutefois, la portée de ces mécanismes est souvent limitée par la politique et les priorités des États membres, créant ainsi une faible capacité de mise en œuvre réelle (Mayerfeld, 2016). Par exemple, la non-application des recommandations des comités ou le manque de sanctions efficaces témoignent des faiblesses de ces mécanismes.

L'étude révèle également que les mécanismes de protection des droits humains, tels que les rapports périodiques devant les comités des Nations Unies ou les décisions des cours régionales, bien qu'essentiels, sont parfois inefficaces. Les mécanismes internationaux peuvent faire des recommandations, mais leur pouvoir contraignant est limité, ce qui conduit à une application peu rigoureuse. Par exemple, la Cour européenne des droits de l'homme peut rendre des jugements contraignants, mais l'exécution de ces décisions dépend des États membres, certains d'entre eux sont résistants à l'application de ces jugements pour des raisons internes, notamment politiques.

### **3.3 Influence des défis et enjeux politiques et économiques contemporains dans la protection des droits humains**

Le droit international des droits de l'homme fait face à des défis contemporains majeurs, principalement liés aux évolutions mondiales, telles que la mondialisation, les conflits armés prolongés, les migrations forcées et les nouvelles technologies. Selon Risse (2018), la mondialisation a permis la diffusion des principes des droits de l'homme mais a aussi exacerbé les inégalités et les violations dans certains contextes, notamment dans les régimes autoritaires. Les violations des droits humains se produisent souvent à l'échelle transnationale, nécessitant une coopération internationale renforcée en matière de prévention. De plus, la montée des technologies numériques pose des défis inédits, notamment en matière de surveillance de masse, d'atteintes à la vie privée et de contrôle de l'information. Les instruments de protection traditionnels, en particulier ceux liés à la vie privée, sont mal adaptés aux enjeux contemporains de la surveillance et de l'exploitation des données personnelles (Zegers, 2020). Le recours à la force militaire, les conflits internes, ainsi que les violations des droits des réfugiés et des migrants sont des préoccupations majeures du droit international. Fitzpatrick (2019) soutient que le droit international peine à répondre adéquatement à ces enjeux, notamment en raison du manque de mécanismes coercitifs efficaces et du respect limité des normes internationales dans des contextes de crise. Il est nécessaire de renforcer les instruments existants et d'en créer de nouveaux pour garantir que les droits fondamentaux soient respectés, même dans les situations d'urgence ou de perturbation.

Les recherches dans le domaine du droit international des droits de l'homme révèlent une tension profonde entre les instruments juridiques existants et leur application dans les réalités locales. Bien que des progrès importants aient été réalisés au niveau des conventions et des mécanismes de protection, de nombreux défis persistent en raison de la politique internationale, des inégalités structurelles et des nouvelles dynamiques mondiales. La mise en œuvre des droits humains reste inégale, et des réformes institutionnelles sont nécessaires pour garantir une meilleure protection des individus face aux violations persistantes et aux défis contemporains. La littérature souligne également l'importance d'adapter les principes du droit international aux nouvelles réalités, notamment la montée de la surveillance numérique et les crises humanitaires transnationales. Les recherches futures devraient continuer à examiner la manière dont les systèmes de protection des droits humains peuvent être renforcés pour faire face à ces défis complexes.

Un autre résultat majeur de cette étude est que les défis contemporains, notamment la montée du populisme, le nationalisme et l'utilisation de la lutte contre le terrorisme pour restreindre les libertés civiles, compliquent davantage la protection des droits humains. Les gouvernements invoquent des préoccupations de sécurité nationale pour justifier des politiques répressives qui portent atteinte aux droits fondamentaux, créant ainsi un climat de vulnérabilité pour les populations concernées. L'impact de la mondialisation, qui exacerbe les inégalités sociales et économiques, contribue également à la fragilisation des protections existantes. Bien que les instruments de droit international relatifs aux droits de l'homme aient permis des avancées importantes, leur mise en œuvre et leur efficacité sont entravées par des facteurs internes et externes. Les mécanismes de protection, bien

qu'essentiels, souffrent d'une capacité limitée à garantir des résultats tangibles face aux défis politiques, économiques et contemporains.

Les résultats montrent également que les droits humains sont souvent subordonnés aux enjeux politiques et économiques. Dans les contextes où les intérêts géopolitiques ou économiques sont en jeu, les violations des droits humains peuvent être négligées ou non sanctionnées par la communauté internationale. L'exemple de certains régimes autoritaires, où les violations des droits de l'homme sont systématiques mais souvent ignorées par les puissances internationales en raison de leurs intérêts économiques, illustre cette réalité.

### 3.4 Études de cas : limites des instruments juridiques de protection

Divers conflits armés illustrent la mise en œuvre des instruments juridiques de protection des droits:

À l'instar des traités internationaux sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire est applicable dans toutes les situations de conflit armé. Dans le cadre du conflit israélo-palestinien, l'État d'Israël impose, en plus des arrestations et détentions sans jugement, des limitations à la liberté de circulation, à l'accès aux soins de santé, à l'eau et à l'éducation. Les violations des droits commises par les deux parties contribuent à perpétuer un cycle de violence ;

- **En Ukraine**, il faut retenir que du point de vue du droit international humanitaire, la Russie et l'Ukraine sont accusés de bombardements d'infrastructures critiques, notamment des hôpitaux, des écoles, le réseau électrique et des barrages. Par ailleurs, des cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires de civils (Boutcha) ont été rapportés. En outre, des situations d'enfants ukrainiens déportés par force en Russie ont été signalées. Relativement au droit de l'homme, les droits à la vie et à la sécurité sont gravement menacés. La guerre entraîne un déplacement massif de civils ukrainiens (plus de 6 millions de réfugiés). Pour les besoins de la guerre, il est de plus en plus courant d'observer des recrutements forcés dans les deux camps ;
- **Au Yémen**, l'utilisation des civils comme outils stratégiques et les difficultés d'accès humanitaire soulignent des lacunes dans la capacité du DIH à protéger efficacement les populations vulnérables. La dévastation des infrastructures sanitaires, d'approvisionnement et autres, a entraîné le pays dans une situation de crise humanitaire. Les civils obligés de se déplacer en masse font face à des épidémies. Les droits à la sécurité, à l'accès aux soins de santé et à l'éducation sont violés ;
- **Au Burkina Faso**, des groupes terroristes depuis 2015 attaquent et tuent avec violence des populations civiles et des militaires au mépris des règles de droit de l'homme. Les populations sont tuées ou chassées de leurs localités vers d'autres destinations avec le statut de déplacés. L'armée, accompagnée des groupes de Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), est engagée contre ces groupes terroristes pour défendre l'intégrité du territoire. Elle est pointée du doigt par certaines organisations des droits de l'homme qui l'accusent de commettre des exactions contre des civils à l'occasion de l'exercice de leur mission de sécurisation du territoire ;
- **En Irlande du nord**, les violences perpétrées par les groupes armés contre des populations civiles et les abus de pouvoir britannique ont mis à nu les limites des instruments juridiques de protection. L'armée britannique a été impliquée dans des exécutions extrajudiciaires ; une situation qui a valu des critiques à l'échelle internationale.

## 4. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Les résultats révèlent des défis importants concernant la mise en œuvre et l'efficacité des mécanismes internationaux de protection des droits humains, qui sont cohérents avec les conclusions d'autres recherches dans ce domaine. Cependant, ces résultats mettent également en lumière des dimensions nouvelles ou moins explorées dans les études antérieures.

### 4.1 Application inégale des instruments juridiques

Comme le montre cette étude, l'application des instruments juridiques internationaux reste inégale à travers le monde, ce qui est en ligne avec les constatations de plusieurs chercheurs. Par exemple, Dugard (2017) indique que bien que des instruments tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme aient été largement adoptés, leur mise en œuvre varie en fonction des priorités nationales, politiques et économiques. Cette inégalité d'application a été particulièrement évidente dans des contextes autoritaires où des considérations géopolitiques dominent, ce qui complique leur effectivité (Alston, 2014). Les résultats de cette étude confirment également que dans de nombreux pays, les instruments restent inaccessibles à certaines populations, notamment les plus marginalisées, renforçant ainsi les inégalités existantes.

### 4.2 Limitations des mécanismes de protection

Les résultats de l'étude sur les mécanismes de protection révèlent qu'ils sont souvent inefficaces ; un constat qui rejoint les travaux de Forsythe (2012), selon lesquels les mécanismes internationaux de protection des droits humains, tels que les rapports devant les comités des Nations Unies, ont un pouvoir contraignant limité. En outre, l'étude souligne que l'exécution des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme dépend largement de la volonté des États membres. Cela rejoint les critiques formulées par Jodoïn (2019), qui note que le manque d'un pouvoir d'application direct au sein du système international est une des raisons majeures pour lesquelles les décisions relatives aux droits humains sont parfois ignorées ou retardées. De plus, cette étude souligne que l'absence de suivi rigoureux et l'absence d'un mécanisme d'obligation de rendre compte limitent l'efficacité des protections.

### 4.3 Influence des enjeux politiques et économiques

Les résultats montrent que les droits humains sont souvent subordonnés aux enjeux politiques et économiques. Ce phénomène a été largement documenté par des chercheurs tels que Risse et Sikkink (1999), qui abordent le « dilemme de l'engagement » de la communauté internationale face aux violations des droits humains. Lorsque les intérêts économiques et géopolitiques sont en jeu, les violations des droits humains peuvent être négligées ou non sanctionnées. Cette étude confirme que, dans des régimes autoritaires où les violations sont systémiques, les puissances internationales, souvent motivées par des intérêts économiques ou des stratégies géopolitiques, peuvent être réticentes à exercer des pressions sur ces régimes. L'exemple des relations internationales avec certains États autoritaires, souvent ignorés dans les discussions politiques officielles, illustre cette réalité.

#### **4.4 Défis contemporains dans la protection des droits humains**

Les défis contemporains tels que la montée du populisme, du nationalisme et l'utilisation des préoccupations de sécurité nationale pour justifier des politiques répressives, sont des enjeux de plus en plus apparents dans la protection des droits humains. Ces résultats s'inscrivent dans la lignée des travaux de l'ONU (2018) et de Della Porta (2017), qui ont documenté comment les gouvernements invoquent des menaces extérieures, telles que le terrorisme, pour restreindre les libertés civiles et justifier des mesures autoritaires. Les tendances observées dans cette étude sont également en adéquation avec les conclusions de O'Connell (2020), qui indiquent que la mondialisation a exacerbé les inégalités économiques et sociales, créant ainsi des tensions sociales et fragilisant la capacité des institutions à protéger les droits humains de manière équitable.

En comparant ces résultats avec les études précédentes, il apparaît clairement que bien que des progrès ont été réalisés dans la formulation des instruments juridiques et des mécanismes de protection des droits humains, leur mise en œuvre demeure entravée par des défis politiques, économiques et sociaux. L'inefficacité des mécanismes de protection, l'influence des enjeux géopolitiques et économiques, ainsi que les défis contemporains associés à la montée du populisme et du nationalisme, limitent considérablement la portée de la protection des droits humains à l'échelle mondiale. Ces résultats mettent en lumière la nécessité d'une réforme des mécanismes de suivi et de sanction des violations des droits de l'homme, ainsi qu'un renforcement de l'engagement politique à l'échelle internationale.

### **5. CONCLUSION**

La présente étude a mis en lumière les défis majeurs auxquels l'application des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme sont confrontés à l'échelle mondiale. Bien que des instruments juridiques essentiels existent pour protéger les droits fondamentaux, leur application demeure inégale, et leur efficacité est fréquemment limitée par des obstacles politiques, économiques et sociaux. L'absence de mécanismes de mise en œuvre rigoureux et le manque de coordination entre les acteurs internationaux et nationaux entravent la réalisation des objectifs de protection des droits humains, ce qui réduit leur impact dans les pays où les violations sont les plus graves.

L'étude souligne également que la mondialisation et l'évolution des rapports géopolitiques modifient la manière dont les droits humains sont abordés. Alors que certains États continuent d'ignorer les instruments internationaux au nom de leurs intérêts nationaux ou économiques, d'autres se battent pour renforcer les mécanismes de protection. Cependant, l'application des principes fondamentaux du droit international des droits de l'homme nécessite une collaboration plus efficace entre les institutions internationales, les gouvernements nationaux et les acteurs non étatiques, tels que les organisations de la société civile. Ces derniers jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des politiques de protection et l'engagement envers les normes internationales.

Les résultats de cette étude révèlent également l'impact des défis contemporains, tels que le populisme et les politiques sécuritaires, sur la protection des droits humains. Dans de nombreux cas, les gouvernements invoquent des menaces à la sécurité nationale pour justifier des violations des libertés fondamentales, et la montée du nationalisme contribue à réduire l'espace de protection offert par le droit international. Il est donc nécessaire de renforcer la vigilance des acteurs internationaux et d'introduire de nouvelles stratégies de suivi et d'évaluation des politiques de droits humains. Malgré les avancées notables réalisées dans la reconnaissance des droits fondamentaux, les défis persistants liés à leur mise en œuvre et leur protection appellent à un renforcement des mécanismes juridiques et politiques. L'amélioration de l'engagement des États et des organisations internationales, ainsi qu'une révision des stratégies d'application et d'évaluation, sont essentielles pour garantir l'effectivité de la protection des droits humains dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté.

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tout le monde de près ou de loin qui ont accepté de participer à cette étude.

## CONTRIBUTIONS DES AUTEURS

Comme contribution, nous avons permis aux autres futurs chercheurs qui mèneront leurs études ayant trait à celle – ci. Notre travail sera leur référence quant en ce qui concerne Analyse de l'application des instruments juridiques et mécanismes de protection des droits de l'homme dans un contexte de défis contemporains.

## CONFLITS D'INTÉRÊTS

Aucun conflit n'est à signaler dans la présente étude.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Arendt, H. (1951). Les origines du totalitarisme. Harcourt, Brace & World.
- Baylis, J., Smith, S., & Owens, P. (2017). La mondialisation de la politique mondiale : une introduction aux relations internationales (7e éd.). Oxford University Press.
- Brems, E. (2001). Droits de l'homme : universalité et diversité. Springer.
- Buergenthal, T. (2011). *The evolving international human rights system. American Journal of International Law*.
- Cassese, A. (2005). *International law* (2nd ed.). Oxford University Press.
- Donnelly, J. (2003). Les droits de l'homme universels en théorie et en pratique (2e éd.). Cornell University Press.
- Frosini, F., et Santucci, G. (2019). Protection internationale des droits de l'homme : une perspective européenne. Routledge.
- Gauthier, M. et Schuessler, S. (2018). Les droits de l'homme dans le monde et le droit : un examen critique des mécanismes de protection. Palgrave Macmillan.
- Henkin, L. (1990). L'Âge des droits. Presses universitaires de Columbia.
- Jackson, R. (2014). La mondialisation des droits de l'homme : une étude comparative. Presses universitaires de Cambridge.
- Keller, H., & Ulfstein, G. (Éds.). (2015). *UN human rights treaty bodies: Law and legitimacy*. Cambridge University Press.
- Lauterpacht, H. (1945). Une déclaration internationale des droits de l'homme. Stevens & Sons.
- Lutz, DS et Sikkink, K. (2001). La cascade de la justice : l'évolution et l'impact du régime international des droits de l'homme. Presses universitaires de Cambridge.
- Mayerfeld, J. (2016). *Human rights in theory and practice* (2nd ed.). Cornell University Press.
- Morrison, S. (2010). Les droits de l'homme et les Nations Unies : un examen critique. Oxford University Press.
- Pahuja, S. (2011). *Decolonising international law: Development, economic growth and the politics of universality*. Cambridge University Press.
- Rehman, J. (2010). Droit international des droits de l'homme. Pearson Education.
- Risse, T. (2018). *The power of human rights: International norms and domestic change*. Cambridge University Press.
- Simmons, BA (2009). Mobilisation pour les droits de l'homme : le droit international dans la politique intérieure. Presses universitaires de Cambridge.
- Steiger, A. (2005). Droit international et droits de l'homme : un aperçu critique. Springer.
- Nations Unies. (2015). Déclaration universelle des droits de l'homme. Nations Unies.